



RÉJOUISSONS-NOUS : Notre mobilisation a payé !

Grâce à la mobilisation de milliers de personnes, le gouvernement s'est vu contraint de renoncer à faire entrer l'état d'urgence et la déchéance de la nationalité française dans la Constitution.

Il a néanmoins montré que pour lui, il existait deux catégories de Français. Il a ainsi contribué à renforcer le racisme et les discriminations, qui ne cessent d'augmenter.

Quant à l'état d'urgence, il a été prolongé jusqu'au 26 mai et le Parlement peut le prolonger encore si le gouvernement le propose. Pourtant, l'État dispose d'assez de lois pour protéger les citoyens face au terrorisme sans remettre en cause les libertés et l'égalité des droits.

Aujourd'hui, il faut sortir de l'état d'urgence !

Car l'état d'urgence conduit à des décisions arbitraires et représente une menace pour les libertés publiques. Il permet aux préfets de prendre des mesures de restriction de libertés sans aucun contrôle de la justice. L'état d'urgence permet à la police d'empêcher des militants de diffuser des tracts pour alerter la population contre ces restrictions de nos libertés.

Au moment où l'offensive patronale et gouvernementale contre le code du travail, l'emploi et les salaires est féroce, les syndicats dénoncent une véritable chape de plomb sécuritaire qui entrave leur action. L'état d'urgence se révèle une arme pour étouffer la contestation sociale.

Diviser pour régner telle est la politique menée qui s'attaque aux droits sociaux conquis par les luttes. Ce climat de repli sur soi identitaire cherche aussi à monter les travailleurs français contre les travailleurs étrangers avec ou sans papiers alors que leurs intérêts sont communs !

Le maintien de l'état d'urgence permet de cacher des TAS d'urgences :

Nous voulons qu'en France, chacun ait droit à l'éducation, aux soins, à un travail rémunéré correctement et à un logement décent, dans un quartier où l'on peut vivre en toute sécurité, de nuit comme de jour. Voilà les vraies urgences.

Et vous, qu'en pensez-vous ?

Venez échanger avec nous samedi 9 avril à partir de 10h30 place de la Habette

Collectif de Créteil contre l'état d'urgence : associations LDH, PARENTS, FFR et SAID, NPA, PCF, PG, ainsi que des citoyen-ne-s